

20250415 InfoMigrants

<https://www.infomigrants.net/fr/post/63949/entre-la-france-et-lespagne-une-frontiere-poreuse-que-l-état-veut-davantage-surveiller>

Grand angle



Un contrôle de police à la frontière franco-espagnole, le 10 avril 2025. Crédits : InfoMigrants

Entre la France et l'Espagne, une frontière poreuse que l'État veut davantage surveiller

Par [Romain Philips](#)

Selon le préfet des Pyrénées-Atlantiques, le département situé à la frontière franco-espagnole, a été, au début de l'année 2025, "la première porte d'entrée en France pour l'immigration irrégulière". Un flux migratoire que le gouvernement veut limiter. Fin mars, il a déployé pour la première fois la "force frontière" et a promis de nouvelles opérations policières. Mais pour autant, les migrants, dont un nombre record ont atteint les Canaries en 2024, continuent de traverser cette frontière poreuse.

Il est 23 heures lorsque six hommes descendent du bus à Irún, au pays basque espagnol. Tous originaires du Mali et du Sénégal, ils sont partis de Madrid pour rejoindre la ville frontalière. Parmi eux, Amadou, un jeune malien de 18 ans. Écouteurs pendus aux oreilles, il referme soigneusement son manteau rouge, le même que portent les autres migrants, donné par la Croix-Rouge lors de son arrivée aux [Canaries](#).

Sur la place de la gare d'Irun, la même scène se répète presque tous les soirs. Ce mercredi, plus d'une dizaine d'exilés sont arrivés par les bus venant de Galice ou Madrid. Et quotidiennement, des bénévoles sont présents pour les accueillir et les accompagner à la Croix-Rouge où ils pourront passer la nuit. "C'est un refuge pour trois jours maximum, après vous devez laisser votre place", leur explique Oihana, une bénévole de l'association basque Irungo Harrera Sarea.

Pas d'inquiétudes pour les jeunes hommes car aucun ne compte rester aussi longtemps ici. "Je vais partir le plus vite possible dès demain", assure Amadou qui veut rejoindre son frère à Lyon. Comme des milliers de migrants chaque année, leur objectif est de franchir la frontière avec la France, à quelques kilomètres de là.



Oihana, bénévole basque, explique à un migrant venant d'arriver le fonctionnement du centre de la Croix-Rouge à Irún. Crédits : InfoMigrants

"On est arrivé en Europe, mais c'est loin d'être terminé"

Selon le préfet des Pyrénées-Atlantiques, Jean-Marie Girier, le département a été, au début de l'année 2025, "la première porte d'entrée en France pour l'immigration irrégulière". 5 264 migrants ont été interceptés dans les Pyrénées-Atlantiques entre le 1er janvier et le 31 août 2024.

Six cent quatre-vingt-douze autres ont été recensés pour le seul mois de janvier 2025. "Cinq fois plus que l'année précédente à la même date", ajoute le préfet concernant ce chiffre pourtant en baisse par rapport aux années 2022 et 2023.

Depuis le rétablissement des contrôles aux frontières intérieures de la France, les contrôles sont monnaie courante. Et une peur pour les exilés. Devant la mairie d'Irun, Elhadji, un Sénégalais de 22 ans arrivé à Las Palmas par bateau il y a quelques semaines, s'apprête à passer la frontière. Inquiet, il écoute les conseils donnés par l'association qui tient un stand d'informations tous les matins : "Ça me fait peur un peu. On est arrivé en Europe, mais c'est loin d'être terminé", réalise-t-il en pensant aux quelques mètres qui séparent les deux pays.

"Si la police vous arrête, surtout, ne fuyez pas", leur explique Iniaki, un bénévole, "ils vous ramèneront en Espagne mais ne vous feront pas de mal".

A lire aussi

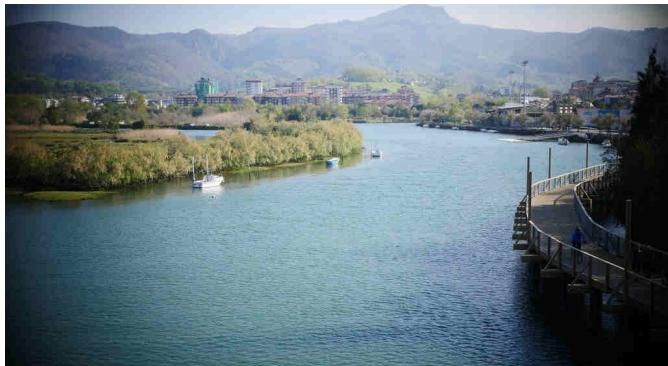
[Pays basque : le Conseil d'État interdit l'usage de drones pour surveiller les migrants à la frontière espagnole](#)

"Nous, on n'aide personne à passer. On les informe juste de leurs droits et surtout, on insiste sur le fait qu'il ne faut pas risquer sa vie pour traverser la frontière", nous explique le bénévole.

En 2021 et 2022, 10 migrants sont décédés en tentant de traverser la frontière en franchissant à la nage le fleuve Bidassoa ou les voies ferrées. "Les refoulements, ça arrive tout le temps. La police française, quand elle arrête un migrant, le ramène à la frontière", nous explique le bénévole. Et d'ajouter : "La plupart du temps, le migrant va refaire le même trajet 30 minutes plus tard ou le lendemain. Certains réessayeront plusieurs fois, c'est impossible d'arrêter tout le monde".

Dès 2023, plusieurs organisations comme Amnesty ou la Cimade dénonçaient des "violations des droits" à la frontière et accusaient la France de contrôles "discriminatoires", "retours

"expéditifs" et refoulements illégaux. Contactée par InfoMigrants, la préfecture du département n'a pas donné suite.



Le fleuve Bidassoa, frontière naturelle entre la France et l'Espagne, le 9 avril 2025. Crédit : InfoMigrants

"La France n'est pas un hall de gare"

En déplacement à la frontière franco-espagnole vendredi 11 avril, le ministère de l'Intérieur Bruno Retailleau a, lui, évoqué sa volonté d'une "stratégie de fermeté" face à l'immigration irrégulière. "La France n'est pas un hall de gare", a-t-il ajouté, précisant que la France allait redemander l'autorisation de maintenir les contrôles aux frontières intérieures. Il a également annoncé la création [d'une cellule de renseignements spécialisée dans l'immigration clandestine.](#)

Espérant dissuader les traversées, ces derniers mois, de massives opérations policières sont aussi organisées, en plus des contrôles réguliers. Les 26 et 27 mars, la "force frontière" - un dispositif expérimenté à la frontière franco-italienne et désormais généralisé à tout le territoire - a été déployée. En mobilisant police, gendarmerie, douanes et armée, les autorités ont arrêté 224 étrangers en situation irrégulière, "un chiffre habituellement atteint en une semaine", s'est félicité le préfet. Et début mars, des CRS ont été envoyés en renfort dans le département.

Ce durcissement inquiète les associations du côté français de la frontière qui dénoncent depuis le début de l'année des contrôles visant spécifiquement les exilés et leurs lieux de vie. "Début mars, une équipe de police a directement ciblé l'arrêt de bus en face de Pausa [le centre d'accueil de la ville de Bayonne, NDLR] et ont arrêté des migrants. Ça n'était jamais arrivé avant", explique Lucie Bortayrou, présidente de l'association d'aide aux migrants Diakité.



Des migrants venant d'arriver en France au local de l'association Diakité, le 10 avril 2025. Crédit : InfoMigrants

Malgré cela, les migrants continuent d'affluer de l'Espagne vers la France. Tandis que la présidente présente son local où migrants peuvent obtenir vêtements, kits d'hygiène ou entrevue avec un médecin, une quinzaine de personnes foulent le pas de la porte. L'air perdu, ils viennent de descendre du bus et de poser pour la première fois le pied en France, à Bayonne. Légèrement surpris par un tel afflux, les bénévoles s'activent pour offrir aux migrants à boire et à manger. "Je n'ai pas vu un seul policier", raconte Abdoulaye, un Sénégalais qui est passé à pied à Irún avant de prendre un bus à Hendaye, en France. Il va faire une halte à la Pausa avant de prendre un billet pour repartir, direction la Belgique.

"On craint de voir des mineurs à la rue"

Pendant des années, l'association a uniquement proposé un bref accueil pour les migrants transitant à Bayonne en direction des grandes villes françaises. Mais depuis quelque temps, "le parcours migratoire est plus long" et certains migrants "ne vont plus directement à Paris". "On fait donc aussi de l'accompagnement longue durée. On s'adapte", raconte Lucie Bortayrou.

Parmi ces exilés qui restent figurent notamment des mineurs non accompagnés. Sidiki, jeune ivoirien de 15 ans, en fait partie. Après la traversée de la Méditerranée, il est passé par l'Italie avant de rejoindre Bayonne. "J'ai une connaissance pour qui ça se passait plutôt bien ici alors que tous ceux qui étaient à Paris m'ont dit qu'il ne fallait pas venir, que même pour les mineurs la situation était très dure", témoigne-t-il. Sa minorité n'a pas été reconnue, il prépare donc un recours malgré le très faible taux de réussite dans le département. Selon la fédération Etorkinekin, qui a dû embaucher une salariée pour gérer les cas croissants de MNA en recours, 87% des jeunes migrants essuient un refus.

A lire aussi

[Pays basque : 36 exilés franchissent la frontière à l'occasion d'une course populaire](#)

Pour les autres, comme Lamine, un Guinéen de 16 ans en recours, le quotidien est long et l'attente, insoutenable. Il bénéficie de l'une des 10 places permanentes durement négociées au centre d'accueil provisoire de la ville mais n'a pas accès à l'école. Son parcours est allé jusqu'en 6ème en Guinée. "On a des cours de maths et de français, ça permet de se stimuler un peu mais dans certains cours, je connais déjà tout", raconte ce jeune.



Un groupe de migrants dans les rues d'Irún, le 10 avril 2025. Crédit : InfoMigrants

Pour l'instant, cet afflux migratoire est absorbé dans les structures existantes mais "on craint de voir des mineurs à la rue si ça continue", alerte Amaia Fontang, porte-parole de la fédération qui peine également à scolariser ces jeunes. "Jusqu'à présent, on arrivait à les mettre dans le public mais il n'y a plus de place", ajoute-t-elle. Certains ont été placés dans le

privé. De son côté, le département des Pyrénées-Atlantiques, via l'aide sociale à l'enfance, prend en charge près de 600 mineurs non accompagnés.

Halte

Toutefois, la grande majorité des migrants continuent de poursuivre leur route vers d'autres grandes villes françaises et les autres pays européens à partir de Bayonne. Dans le TGV en direction de Paris, huit migrants se sont glissés dans un wagon. Rapidement contrôlés, ils ont été débarqués à Bordeaux. "Ils montent à Hendaye ou Bayonne, ça arrive très souvent sur cette ligne", glisse à InfoMigrants la contrôleuse qui a alerté les autorités qui "ne viennent pas tout le temps récupérer les personnes".

Seul Abdulkarim, un Soudanais qui s'est dissimulé parmi les voyageurs, arrivera à Paris. Sur le quai, il appelle tout de suite ses connaissances dans la capitale. "C'est une nouvelle étape qui débute", nous dit-il, avant de disparaître dans la nuit parisienne.